

### *La Constitution*

Ceux qui n'ont pas les ressources nécessaires dans leur province ou leur région comptent sur le gouvernement national pour dire à l'Ontario: «Il vous faut partager avec les régions défavorisées.» C'est ainsi qu'on bâtit une nation.

J'entends sans cesse parler de la situation économique actuellement désastreuse à Toronto. Nous avons un grave problème de chômage. Les fermetures d'entreprises et d'usines sont attribuables à la conjoncture mondiale, en partie à des problèmes liés au libre-échange, disent certains, et à une foule de raisons. Je ne vais pas m'arrêter à l'une d'elles en particulier.

Nous savons—et je l'entends souvent—que la meilleure façon de régler le problème, c'est de voir à ce que le gouvernement, cette Chambre à qui je m'adresse actuellement, ce conseil d'administration du pays, ne défende pas uniquement les intérêts de Toronto et de l'Ontario, mais ceux de chacune des régions du Canada, afin que les normes dont bénéficient mes enfants soient les mêmes pour tous les enfants du pays.

Nous ne pouvons pas faire cela, monsieur le Président, si nous décentralisons le gouvernement national à un point tel que son rôle auprès des dix premiers ministres provinciaux ressemble presque à celui d'un maître d'hôtel. Ce n'est pas ce que mes électeurs veulent.

Actuellement, le gouvernement du Canada supervise probablement la fédération aux liens les moins solides dans le monde entier. Ses pouvoirs ont été tellement réduits que, lorsque nous nous heurtons à des problèmes économiques graves, il est très difficile de nous en sortir. Mes électeurs me supplient de transmettre leur message, soit que le gouvernement du Canada doit rester fort.

Ce n'est pas seulement en ce qui concerne les questions nationales. Franchement, nous devons examiner qui représente le Canada sur la scène internationale. Actuellement, nous avons des provinces qui ont des maisons commerciales ou des maisons consulaires dans 20 ou 30 pays différents. Par exemple, si vous allez en Italie maintenant, vous y trouverez une maison de l'Ontario, une maison du Québec et une maison du Nouveau-Brunswick, en plus de l'ambassade du Canada.

C'est la même chose au Japon, à Hong Kong, à Paris et en Angleterre pour les gens qui veulent investir au Canada, participer à des entreprises conjointes ou faire des échanges commerciaux.

J'ai parlé avec certains, et ils veulent savoir qui est le porte-parole du Canada sur la scène internationale. L'Alberta? L'Ontario? Qu'on ne s'y trompe pas. Il faut qu'il y ait un seul porte-parole, l'ambassade du Canada, repré-

sentant toutes les provinces. Comment une province qui n'a pas les mêmes ressources que l'Ontario pourrait-elle tenir son bout dans les affaires internationales? Impossible. Elle doit compter sur une ambassade nationale capable de représenter toutes les régions correctement.

En somme, mes électeurs me disent que nous devons avoir un gouvernement national fort, des programmes nationaux, des normes nationales parce que cela est essentiel à l'émergence d'une volonté nationale.

Si nous devons reconnaître une société distincte, il faut la définir de manière qu'aucune culture ne soit considérée comme supérieure à l'autre. Si nous pouvons faire de ces idées nos principes directeurs, ceux-ci feront fleurir la compassion, l'esprit d'ouverture, une société axée sur l'action qui peut faire l'envie du monde entier.

[Français]

**M. Ricardo Lopez (Châteauguay):** Monsieur le Président, il me fait plaisir de prendre part à ce débat, ce soir, qui touche bien sûr l'avenir de notre pays.

Monsieur le Président, j'ai le plaisir et l'honneur de représenter un comté, celui de Châteauguay, qui compte environ 100 000 de population dont environ 20 000 personnes, plus ou moins, sont de langue anglaise et 80 000, de langue française. Autant les francophones que les anglophones, comme certaines autres minorités ethniques qui s'y trouvent, sont tous fiers d'être Canadiens.

Je déplore que certains vendeurs de rêve essaient de capitaliser sur certaines choses qui peuvent nous diviser en tant que Canadiens. Notre pays a beaucoup plus de choses en commun, beaucoup plus de choses qui nous unissent que de choses qui nous divisent. Mais malheureusement, certaines personnes prennent un plaisir énorme à le dénigrer et à ne mettre en évidence que les choses qui nous divisent, sans tenir compte de tout ce qui nous unit et à quel point le monde entier nous envie.

Savez-vous, monsieur le Président, qu'il y a, aujourd'hui, des millions et des millions de citoyens à travers le monde qui n'ont qu'un rêve, soit de devenir Canadiens. Certains Canadiens disent que dans notre pays, ce n'est pas vivable et ils trouvent toutes sortes d'analogies pour le décrire comme étant mauvais et méchant. Il me semble qu'ils devraient faire un examen de conscience et dire qu'on ne gagne rien à détruire, mais que nous avons tout à gagner si nous pouvons mettre de côté certaines différences—et c'est vrai qu'elles existent—et travailler ensemble pour rendre ce pays encore plus grand, encore meilleur que ce qu'il est aujourd'hui.